

# DES CHÔMEURS FRANÇAIS DANS LES RANGS ISLAMISTES

**MALI.** «On paie les gars qui nous tirent dessus», constate Christophe Guilloteau, député UMP, en révélant que l'armée française a mis la main sur des documents de Pôle Emploi dans les caches des islamistes au nord du Mali.

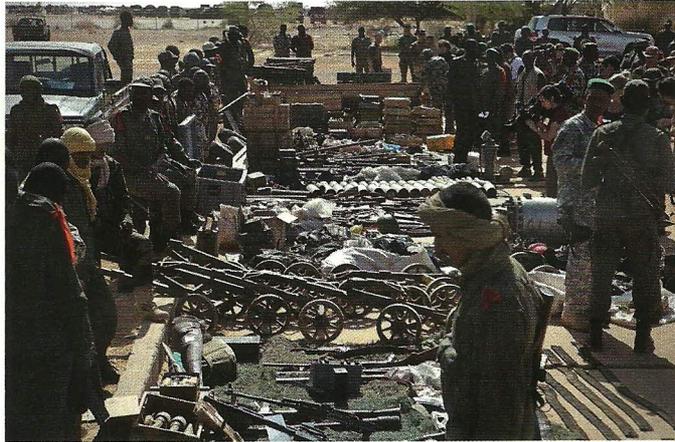
PATRICK VALLÉLIAN PARIS

«Vous savez ce que nos soldats ont découvert dans les caches des islamistes, au beau milieu du massif des Ifoghas, dans le nord du Mali?» demande Christophe Guilloteau, député UMP et surtout membre de la Commission de défense de l'Assemblée nationale, sourire en coin.

«Peut-être les fusils, les missiles sol-air ou encore les mortiers que la France avait généreusement distribués en 2011 aux insurgés libyens pour détrôner Mouammar Kadhafi», lui répondons-nous.

«C'est le cas, sourit Christophe Guilloteau. Mais ce n'est pas tout. En fait, ils sont tombés sur des circulaires vierges de Pôle Emploi dans les caches des islamistes. Vous vous imaginez. Il y avait des chômeurs français, des gens qui recevaient de l'argent de l'Etat français en face de nos propres hommes. On paie des gars qui nous tirent dessus.»

Un comble qui ne fait sourire personne à Paris. Qui inquiète plutôt. En gros, cela veut dire qu'il n'y a pas que des Touaregs dans les rangs islamistes. Il y a également des ressortissants français ou du moins des hommes résidant en France. «Nos services en ont arrêté deux ou trois au Mali et les ont ramenés en France, poursuit Christophe Guilloteau. Ils ont également mis la main sur de



**PRISES DE GUERRE** Dans les caches des islamistes du Nord-Mali, il n'y a pas que des armes.

nombreux téléphones portables avec des numéros en France. Ils remontent actuellement des pistes.»

**Filière.** La preuve qu'une filière d'apprentis islamistes est active dans l'Hexagone. Le risque aussi de voir un jour ces combattants, ou du moins ceux qui ont échappé à la traque de l'armée française, revenir en France et, pourquoi pas, mettre en danger la sécurité nationale. «C'est une question prise très au sérieux», soutient Christophe Guilloteau.

Quant à l'opération Serval, lancée il y a trois mois contre les islamistes qui avaient pris le contrôle du nord du Mali et qui menaçaient alors Bamako, la capitale, elle touche à sa fin. L'armée française vient en effet d'annoncer son désenga-

gement progressif. Elle passe petit à petit le relais aux forces africaines, même si la France devrait maintenir environ un millier d'hommes dans le pays pour la lutte antiterroriste.

**Problèmes de logistique.** Une réussite? Oui, répond Christophe Guilloteau, qui se trouve actuellement dans la région pour mission d'évaluation parlementaire. Reste que tout ne s'est pas déroulé aussi bien que le laisse entendre l'état-major de l'armée, estime le député UMP et des militaires interrogés à ce sujet. Les coupes drastiques dans le budget de la défense – coupes qui auraient coûté la tête du ministre du Budget Jérôme Cahuzac (*lire L'Hebdo du 11 avril*) – ont mis à mal l'institution.

«C'est vrai que nos hommes ont connu de gros et de petits

soucis. Entre autres à cause de la logistique», reconnaît Christophe Guilloteau, qui plaide pour un statu quo sur le budget de la défense, alors que le gouvernement cherchait, jusqu'à la démission de Cahuzac, à le couper sec. «Des gars avaient des problèmes de chaussures qui se déchiraient à cause de la chaleur et des roches abrasives. On n'arrivait pas à les remplacer.» Du coup, ils devaient les recoller avec du scotch pour continuer à avancer...

Autre problème: l'eau. Il faut plus de 10 litres par jour et par homme pour tenir dans ces régions hostiles. Le ravitaillement avait du mal à suivre à cause du manque d'hélicoptères. Et ce qui vaut pour l'eau vaut aussi pour le pétrole.

**A sec.** Pourquoi? En grande partie parce que l'armée manque d'avions de transport ou que ceux dont elle dispose datent d'une bonne quarantaine d'années. Ils volent encore par miracle, confie un militaire qui se demande ce qui se serait passé si les Belges, les Allemands ou les Américains n'avaient pas mis à disposition leurs appareils. «L'armée est à sec financièrement. Nous manquons parfois de pièces détachées pour nos véhicules, et même de munitions. Il est temps de s'en rendre compte», plaide ainsi un homme des forces spéciales. ◦